

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°78 - JUILLET - AOUT 2008 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Non ! Niet ! No !



Après le "non" irlandais



D'après O. Besancenot, le mouvement trotskyste serait une réserve d'Indiens !

Dans un entretien intitulé *L'extrême gauche ne devrait pas être une réserve d'Indiens*, publié sur le site d'information Mediapart, O. Besancenot nous livre sa vision politique de la situation et défend le projet de NPA (Nouveau parti anticapitaliste).

Il commence par affirmer, à juste titre, que les mobilisations de l'hiver 1995 marquent un tournant dans la lutte des classes en France et que : « il y a une résistance qui est là et qui s'exprime même dans les moments difficiles. Beaucoup de gens pensaient que l'élection de Sarkozy allait porter un coup d'arrêt aux mobilisations, mais ça n'a pas été le cas, les résistances continuent. »

Puis, il précise les objectifs recherchés par le lancement du NPA : « L'enjeu est double. Il y a des conflits en cascade dans des secteurs où on n'était pas habitué à voir les gens entrer dans la lutte. Dans le commerce, Pizza Hut, McDo, la Fnac. Donc la première chose pour nous, c'est de donner un répondeur politique à ces gens qui ont découvert l'engagement dans ces nouvelles luttes. Pour nous il s'agit d'être en phase avec leurs aspirations, de répondre à leur envie d'aller plus loin.

Le deuxième enjeu, c'est de recréer un sentiment de classe majoritaire qui soit à l'image du prolétariat tel qu'il existe aujourd'hui (...). »

Le premier objectif, c'est-à-dire chercher à donner une réponse politique à la hauteur de la demande exprimée dans les mobilisations, est tout à fait légitime. C'est là, nous le croyons modestement, un objectif recherché par tout militant politique qui se respecte, ou digne de ce nom...

Le second enjeu apparaît plus vaste, dirions-nous. Malgré les luttes en cascade « dans des secteurs où on n'était pas habitué » à les voir, malgré le fait qu'il « n'y a jamais eu autant d'exploités », le « sentiment de classe » n'a jamais été aussi faible, affirme O. Besancenot. Mais alors, comment expliquer toutes ces luttes, ces grèves, ces occupations ? Peut-être que le sentiment de classe est plus fort chez les travailleurs que n'ose le penser la LCR ?

Et O. Besancenot d'asséner et de résumer ainsi sa pensée : « Donc le problème concret, c'est de partir des luttes pour re-

construire un sentiment de classe pour ce nouveau prolétariat. »

Si l'objectif central de ce nouveau parti c'est de reconstruire un sentiment, aussi honorable soit-il, et non de faire aboutir les luttes, alors la bourgeoisie peut dormir sur ses deux oreilles !

Mais, après cette analyse politico-sentimentale digne du Che – et pas d'un Trotski ou d'un Lénine, rassurez-vous ! –, O. Besancenot poursuit et précise : « Depuis la chute du mur de Berlin, on dit qu'il faut un nouveau parti et un nouveau programme. Car on pense qu'il y a un cycle historique, qui avait commencé en 1917 avec la Révolution russe, qui s'est terminé en 1989.

Dire que ce cycle historique est clos, cela ne veut pas dire qu'il faut rejeter en bloc cette période, mais qu'il faut regarder ce siècle-là pour en tirer les enseignements sur ce qu'il faut faire et ne pas faire, et comprendre en même temps qu'on est dans une nouvelle période. La Révolution russe ne peut pas rester le point de référence qu'elle a été pour toutes les organisations révolutionnaires pendant un siècle. »

Bien, maintenant que la thèse de notre adversaire est posée, nous pouvons entrer dans le vif du sujet.

Le NPA ne porte pas l'avenir du mouvement ouvrier

Pour construire le parti révolutionnaire, on peut utiliser différentes médiations tactiques. Néanmoins, on ne doit jamais oublier l'objectif stratégique, la construction d'un parti révolutionnaire à influence de masse pour la prise du pouvoir du prolétariat, pour l'instauration d'une dictature révolutionnaire du prolétariat; un pouvoir capable de soumettre les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie, de briser ses institutions. L'instauration d'un gouvernement au service des travailleurs ne pourra se faire qu'à ce prix.

On ne pourra arriver au socialisme sans avoir connu une période transitoire de dur affrontement entre les forces de la réaction et celles de la révolution. Cette période transitoire sera plus ou moins longue, cela dépendra du facteur subjectif, du parti et de son programme. Et surtout, dans le cadre de

l'impérialisme, cette bataille se jouera et se tranchera en grande partie sur l'arène internationale.

C'est là une des principales leçons de la révolution d'Octobre, de la faillite du stalinisme et de sa théorie dite du « socialisme dans un seul pays ». Il ne s'agit pas seulement de construire « les solidarités internationales », il s'agit aussi de construire un outil capable de tenir tête aux institutions militaires et économiques internationales de l'impérialisme.

Une question secondaire...

« Je parle à titre personnel. Quand on me demande qui je suis, je dis que je pense qu'il faut renverser ce système et en mettre un autre à sa place. C'est la nature de mon engagement.

Après, chacun a sa méthode pour le faire, mais c'est secondaire. On ne va pas passer notre temps à discuter de notre rapport à Trotski et à la Révolution russe. Il faut avant tout agir pour la révolution. Le clivage réforme-révolution a évolué. Aujourd'hui, il n'y a plus des révolutionnaires face à des réformistes, mais des révolutionnaires face à des gestionnaires du système. »

Ainsi, réformistes « sincères » et révolutionnaires pourraient cohabiter dans le NPA ? Donc, il ne sera pas révolutionnaire ! D'ailleurs, ce NPA n'a même pas de projet de société clairement défini. C'est ce qui est affirmé dans *l'Adresse du congrès national de la LCR* : « Donnons-nous un parti pour inventer le socialisme du XXI^e siècle. »

De plus, la formule est tellement vague qu'elle a été reprise par Fabius dans sa contribution pour le congrès du PS. L'ancien Premier ministre de Mitterrand propose « six lignes directrices pour un socialisme du XXI^e siècle »... C'est déjà un peu plus précis.

Pas de projet de société clairement défini donc. La formule induit une supposition : que le socialisme du XX^e siècle n'est plus d'actualité. Ou, plus précisément, que les leçons et les acquis de la révolution d'Octobre menée par les bolcheviks ne sont plus d'actualité.

Aurions-nous changé d'ère, ne serions-nous

plus à l'époque des guerres et des révolutions ? Apparemment oui, puisque d'après la LCR, le socialisme et le communisme du XX^e siècle se réduisent aujourd'hui, au XXI^e siècle, à des « idées contestataires ».

Pourtant, depuis déjà bien des années, toutes les expériences nouvelles de réformisme, aussi contestataires qu'elles soient en apparence, se tournent inéluctablement en leurs contraires. Que se soit en France (Mitterrand, Jospin), en Espagne (F. Gonzalez, Zapatero), en Italie (D'Alema), au Brésil (Lula), au Venezuela (Chávez) ou en Bolivie (E. Morales).

Le NPA ne porte pas l'avenir du mouvement ouvrier

Nous affirmons que tous ceux qui cautionnent un tant soit peu ce projet de NPA, ou lui accordent des aspects progressistes ou anticapitalistes se trompent. Car en réalité ce projet correspond à l'adaptation au système capitaliste, *via* une politique néoréfor-

miste, d'un courant international issu du trotskisme.

Ce qui vertèbre aujourd'hui ce courant c'est la possibilité d'humaniser le système à travers sa contestation permanente. Or, depuis l'avènement de l'ère impérialiste telle que définie par Lénine, la possibilité d'humaniser le système n'existe plus. Par contre, depuis la chute du stalinisme, la place existe pour construire des partis ouvriers révolutionnaires pour le socialisme.

La LCR a décidé, à travers son projet de NPA et les déclarations d'O. Besancenot, de couper définitivement les liens avec le courant trotskiste dont elle est issue, pour se transformer en un nouveau parti de type réformiste contestataire. Car, sans aucun projet de société alternatif au système capitaliste, sans méthode ou stratégie révolutionnaire, l'anticapitalisme de ce NPA ne sera que de façade.

Mais son avenir est incertain puisque sur le terrain du réformisme, de l'électoratisme, il

existe d'autres projets plus ou moins droitiers. La concurrence sera rude avec les altermondialistes, le PS, LO et bien d'autres...

On comprend mieux maintenant l'expression « *L'extrême gauche ne devrait pas être une réserve d'Indiens* » employée par O. Besancenot dans cet entretien. Indiens étant un terme péjoratif pour désigner les derniers des mohicans, les « derniers » des trotskistes-marxistes-léninistes. N'en déplaise à M. O. Besancenot, nous, comme beaucoup d'autres, nous sommes fiers d'être des Indiens !

D'ailleurs, à ce propos, un grand congrès mondial d'Indiens pour la reconstruction de la quatrième Internationale marxiste-léniniste-trotskiste se tiendra cet été au Brésil...

**Vive la 4^e Internationale !
Vive la LIT-QI !**

Raoul

Revue de presse sociale

Ces dernières semaines ont été marquées par de nombreuses mobilisations à caractère politique et social à travers le monde. Dans un contexte d'approfondissement de la crise économique et d'augmentation du prix du pétrole et des denrées alimentaires, les mobilisations touchent un nombre grandissant de pays.

En **Corée du Sud**, sous la pression des masses, le gouvernement a été contraint de démissionner, trois mois seulement après son arrivée au pouvoir. C'est un accord bilatéral de libre-échange avec les États-Unis qui a mis le feu aux poudres. À travers cet accord, le gouvernement prévoyait notamment de lever l'interdiction d'importer du bœuf américain existant depuis 2003.

Pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le centre de Séoul pour exiger le départ du président de la République, Lee Myung-bak, et pour réclamer le retrait du projet d'accord commercial avec les États-Unis. Ces manifestations sont les plus importantes observées depuis celles qui avaient entraîné la chute de la dictature militaire il y a vingt ans. La quasi-totalité des projets de réforme ont été mis en

sommeil, dont la réduction de la fiscalité, les privatisations d'entreprises et de banques publiques et l'incitation à l'investissement étranger.

Après cette mobilisation de masse, à l'appel du syndicat Korea Cargo Transport Workers Union, 15 000 routiers sud-coréens se sont mis en grève pour exiger des mesures du gouvernement pour faire face à l'augmentation des prix du pétrole. Au bout d'une semaine de mobilisation, ils ont obtenu une augmentation salariale de 19 %.

En **Europe**, la détérioration des conditions de vie et de travail due à l'inflation a provoqué des mobilisations dans plusieurs pays, sans que toutefois ces mobilisations ne soient coordonnées à l'échelle du continent. En effet, l'inflation dans la zone euro s'est à nouveau accélérée en mai pour atteindre 3,6 % sur un an. Le taux d'inflation a atteint 5,21 % en Belgique et 4,7 % en Espagne. Les prix des produits alimentaires ont augmenté plus vite que l'inflation pour atteindre 7,2 %. En Bulgarie, la hausse a été de 25,4 % et dans les pays baltes de plus de 20 %.

Certains des secteurs économiques touchés le plus directement par l'augmentation du prix du pétrole se sont mobilisés simultanément dans plu-

sieurs pays. En **France**, au **Portugal**, en **Espagne** et en **Italie**, les premiers à se mobiliser ont été les **pêcheurs**. Ils ont été suivis par les **chauffeurs routiers** et dans certains cas par d'autres professions comme les ambulanciers ou les chauffeurs de taxi. C'est en **Espagne** et au **Portugal** que le mouvement des chauffeurs routiers a duré le plus longtemps. Ces secteurs pourraient à nouveau connaître d'importantes mobilisations en raison de la nouvelle augmentation du prix du pétrole, qui a déjà annulé les « mesures » prises par les différents gouvernements.

En **Belgique**, du lundi 9 au jeudi 12 juin, les trois principaux syndicats ont appelé à des mobilisations pour le pouvoir d'achat, mais ils l'ont fait région après région. Près de 80 000 personnes ont manifesté dans de grandes villes du pays, dont 25 000 à Liège lundi 9 et 20 000 à Mons le mercredi 11. La mobilisation a été deux à trois fois plus importante que ce qu'attendaient les organisations syndicales. Les principaux mots d'ordre avancés par les syndicats portaient sur la baisse de la TVA sur l'énergie et sur le maintien de l'indexation des salaires sur les prix. Les fonctionnaires flamands sont appelés à faire grève le 24 juin.